



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1/10

PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

Belfort, le 19 décembre 2013

Unité territoriale Nord Franche-Comté

Société UPB Sobagel à BAVILLIERS

☞ ☜

Demande d'autorisation d'exploiter

☞ ☜

**RAPPORT DE PRESENTATION
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

☞ ☜

Rapport de l'inspection des Installations Classées

PJ :

☞ un projet d'arrêté préfectoral d'autorisation

La DREAL Franche-Comté est certifiée ISO 9001/2008 sur une partie de ses missions
Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 11h45 sans rendez-vous
sur rendez-vous uniquement de 14h00 à 16h00
Tél. : 33 (0) 3 84 58 82 08 – fax : 33 (0) 3 84 58 82 07
8 rue du Peintre Heim – CS 70201 - 90004 BELFORT Cedex
www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

I. - Présentation de la demande

Par demande déposée le 13 novembre 2008 et complétée en dernier lieu le 27 décembre 2012 à l'Unité Territoriale Nord Franche-Comté de la DREAL, la société UPB Sobagel, dont le siège social est situé à 123 rue Michel BEGON, BP 10825, à BLOIS (41000), sollicite, au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation d'exploiter une nouvelle installation de préparation et de conservation de produits alimentaires d'origine végétale sur la commune de BAVILLIERS.

Dénomination	U.P.B SOBAGEL
Forme juridique	Société Anonyme à Directoire et à Conseil de surveillance
Date de création	janvier 1999
Siège social	123 rue Michel BEGON, BP 10825, 41000 BLOIS CEDEX
Etablissement principal	: Zone industrielle d'Argiésans, 90800 BAVILLIERS
N° SIRET	: 379 637 895 000 28 (Bavilliers)
Activité	: Préparation industrielle de produits de boulangerie et viennoiserie en pâte crue surgelée
Nombre de salariés	: 31 salariés (30 en CDI et un en CDD) et fait appel à 20 intérimaires.

1.1. - Présentation du projet

Le projet concerne l'agrandissement du site de production de la société UPB Sobagel, qui a pour principale activité la fabrication industrielle de pains et de viennoiseries en pâte crue, afin d'accroître ses capacités de production et répondre aux demandes de sa clientèle. Le site de production étant actuellement saturé, les sollicitations de la clientèle et l'apparition de nouveaux marchés nécessitent d'augmenter les capacités de production et d'investir dans un matériel adapté en vue de son développement international.

Le projet prévoit une extension de 3454 m² pour atteindre une surface bâtie de 5720 m² représentant 32,46 % de la parcelle. Les extensions accueilleront des locaux à destination du personnel (bureaux, vestiaires, sanitaires, réfectoire...), des locaux de stockage (carton, produits finis, matières premières...), un agrandissement des quais de stockage des déchets, ainsi qu'une extension de la zone de production viennoiserie. De plus, la production de froid fonctionnant actuellement au R22 sera remplacée par une installation fonctionnant à l'ammoniac et au dioxyde de carbone (NH3, CO2).

1.2. - Situation de l'établissement au regard de la législation des Installations Classées

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement et de la déclaration avec contrôle périodique prévu aux articles L 512-8 et L 512-11 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2220	1	A	Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, ect., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes, la quantité de produits entrants étant : 1. supérieure à 10t/j.	2 lignes de préparation viennoiserie	Quantité de produits entrants	Supérieure à 10	T/j	25	T/j
1136	1.B.c	DC	Ammoniac (emploi ou stockage de l') Emploi d'une quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 t.	Centrale de production de froid mettant en œuvre de l'ammoniac	Quantité totale susceptible d'être présente	Entre 150 et 1500	kg	900	kg

Ces rubriques déterminent un rayon d'affichage de 1 km. Les communes concernées sont les communes de Bavilliers, Argiésans, Andelnans et Danjoutin.

II. - Instruction administrative de la demande

2.1. - Recevabilité et avis de l'autorité environnementale

Le dossier a été jugé complet et recevable par notification en date du 14 février 2013 de l'inspection des installations classées.

L'avis de l'autorité environnementale a été formulé le 5 mars 2013. Cet avis a été joint au dossier d'enquête publique.

Cet avis indique notamment que :

- le dossier prend en compte l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés ;
- l'exploitant propose des mesures adaptées aux risques.

2.2. - Déroulement de l'enquête publique

L'ouverture de l'enquête publique a été prononcée par arrêté préfectoral du n° 2013073-0001. Elle s'est déroulée du lundi 8 avril 2013 au jeudi 16 mai 2013.

L'avis au public a été affiché sur le site, en Mairie de BAVILLIERS, ARGIESANS, ANDELNANS et DANJOUTIN comme le Commissaire Enquêteur l'atteste dans son rapport.

- L'avis d'enquête a été également publié dans deux journaux locaux au moins :
- le 19 mars 2013 et le 8 avril 2013, dans les annonces légales de «L'Est Républicain ».
 - le 21 mars 2013 et 11 avril 2013, dans les annonces légales de «Le Pays».

Durant l'enquête, la population des communes concernées en général ne s'est pas manifestée durant la consultation. Cependant, les habitants riverains du site sont venus écrire et dire leurs craintes. Cinq personnes ont émis des remarques sur le registre d'enquête et huit personnes sont venues lors de la dernière permanence du commissaire enquêteur. Si aucune objection n'a été portée sur le principe même de l'usine, les riverains étaient bien conscients de la nécessité économique d'une telle entreprise, mais souhaitent cependant que les problèmes de bruits soient pris en compte et ne dégradent pas leur condition de vie. La faible participation de la population locale, hormis les riverains, est selon le commissaire enquêteur sans doute dû, d'une part à l'absence d'accident sur le site ou à cause de l'usine, et d'autre part au fait que l'entreprise soit située dans une zone industrielle.

Le commissaire enquêteur a rédigé le procès-verbal d'observations accompagné d'un questionnaire personnel le 17 mai 2013. Le mémoire en réponse fut transmis par le maître d'ouvrage par courrier électronique du 31 mai 2013 et par courrier recommandé avec accusé de réception du 31 mai 2013 reçu le 1^{er} juin 2013.

Après avoir analysé le dossier (bilan de la consultation, dossier de demande, avis de l'autorité environnementale), le commissaire enquêteur a émis une réserve expresse sur le projet concernant une prescription d'un arrêté ministériel, qui cependant n'est pas applicable aux installations classées projetées. Cette réserve est levée suite à un courrier en réponse, du 10 juillet 2013, de la société Sobagel. **Le Commissaire Enquêteur a donc émis un avis favorable à la réalisation de l'installation.**

2.3. - Consultation des services

L'enquête publique se déroulant après le 1^{er} juillet 2012 (date d'entrée en vigueur du décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux Commissions de Suivi de Sites), les nouvelles dispositions des articles R.512-14 et R.512-21 du Code de l'Environnement s'appliquent.

La demande a été communiquée pour avis, à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) dans les conditions prévues par l'article L.512-6 du Code de l'Environnement.

Les services suivants ont été informés de la demande d'autorisation :

- Direction Départementale des Territoires,
- Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine, Architecte des Bâtiments de France,
- Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Agence Régionale de la Santé, délégation territoriale du Doubs,
- Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO),
- Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Au regard des enjeux du projet l'avis sur le projet des services suivants a été sollicité :

- Direction Départementale des Territoires,
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- Agence Régionale de la Santé, délégation territoriale du Doubs
- Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine, Architecte des Bâtiments de France.

L'Agence Régionale de la Santé, délégation territoriale du Territoire de Belfort, dans son avis en date du 27 mars 2013, a émis un avis favorable à la demande.

La Direction Départementale des Territoires en date du 20 décembre 2012, service Eau et Environnement, émet un avis favorable au dossier sous réserve de la prise en compte du SDAGE et du SAGE (en cours de définition).

La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, dans son avis en date du 14 mai 2013, complété le 12 décembre 2013, a émis les prescriptions suivantes :

- Stabilité au feu : il est nécessaire que « les éléments de construction devront être stables et coupe-feu de degré 2 heures soit REI 120 (résistance mécanique + étanches au flammes et aux gaz chauds + isolation thermique) ».
- Silos : « Il est nécessaire afin d'éviter l'accumulation d'électricité statique d'installer une liaison équipotentielle des installations, poids lourds livrant la farine en vrac compris. Dans le cas où une explosion surviendrait, il est impératif que l'extension du bâtiment soit conçue pour absorber celle-ci. Les murs périphériques (menuiseries comprises) doivent résister à la surpression, seules les toitures doivent être fusibles ».
- Installation d'ammoniac : « l'installation d'ammoniac doit être protégée d'un sinistre provenant des locaux contigus et inversement ». « Il conviendrait d'installer une colonne sèche accessible depuis l'extérieur ».
- Nécessité de créer une aire de retournement des véhicules de secours à l'extrémité de l'impasse située à l'Ouest.
- « En cas de sinistre et afin de faciliter l'action des secours, des plans d'intervention seront mis à la disposition du SDIS ».
- « Il est impératif que la solution technique proposée par le maître d'oeuvre soit validée par le SDIS ».

La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du travail et de l'Emploi a émis, dans son avis du 16 avril 2013, les observations relatives au respect des dispositions du Code du travail.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles, dans son avis en date du 28 mars 2013, n'a pas de prescriptions sur ce dossier.

Le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine, dans son avis du 7 avril 2013, n'a pas d'observations particulières à formuler dans son domaine de compétence.

La Direction de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), dans son avis en date du 18 avril 2013, n'a pas de remarque à formuler sur ce projet dans la mesure où celui-ci n'affecte pas l'activité de l'AOC Munster et de l'IGP Emmental français Est-Central et Gruyère.

La Direction Départementale de la cohésion sociale et de la protection des Populations, dans son avis en date du 3 mai 2013, n'a pas d'observations à formuler sur le sujet.

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, dans son avis en date du 20 mars 2013, n'a aucune remarque particulière sur ce dossier.

2.4. - Avis des conseils municipaux et autres avis

Ont été consultés, en application de l'article R.512-20 du Code de l'Environnement, les conseils municipaux des communes touchées par le rayon d'affichage de 1 km, à savoir les communes de BAVILLIERS, ARGIESANS, ANDELNANS et DANJOUTIN.

Le conseil Municipal de la commune de BAVILLIERS donne un avis favorable à la demande d'autorisation.

Le conseil Municipal de la commune d'ARGIESANS donne un avis favorable à la demande d'autorisation.

La Communauté d'Agglomération Belfortaine :

- Par lettre du 27 mai 2010, a autorisé les rejets d'assainissement jusqu'à la fin des travaux d'extension, puis l'établissement d'une convention de rejet définitive dans six mois après l'extension.
- Par lettre du 19 avril 2012, indique qu'il sera possible d'accepter les rejets d'assainissement avec une possibilité de surtaxe pour dépassement de seuils, mais impose l'installation d'un bas à graisse avant rejet dans le réseau.

III. - Avis et propositions de l'Inspection des Installations Classées

De l'examen du dossier et des différents avis exprimés sur cette affaire, les **principaux enjeux du projet et les mesures prises par l'exploitant au regard des impacts engendrés par le projet sont synthétisés ci-dessous :**

• Protection de la ressource et prévention de la pollution des eaux de surface

Le site est situé dans la commune de Bavilliers qui se situe dans le bassin Rhône Méditerranée et qui est traversée par la rivière La Douce et le canal de la Haute Saône. La masse d'eau située sur la commune de Bavilliers est intitulée « Calcaires jurassiques chaîne du Jura – Bassin Versant Dubs et Loue » (code FRDG120).

Autour du secteur d'étude, les seuls captages AEP recensés sont les captages de Sermamagny situés à plus de 8 km au nord du site étudié et sont donc considérés comme non sensibles aux effets du projet.

Consommation et prélèvement d'eau

L'approvisionnement du site en eau potable se fait par le réseau de distribution de la ville de Bavilliers qui est desservie en eau potable par la Communauté d'Agglomération Belfortaine (CAB). L'eau qui est distribuée subit une neutralisation et une désinfection.

L'arrivée en eau potable sur le site est équipée, conformément à la réglementation en vigueur, d'un compteur. Un disconnecteur sera installé afin d'éviter tout retour dans le réseau.

L'eau potable sera utilisée (quantité maximale de 7000 m³ par an) :

- pour la mise en œuvre du process et l'alimentation des sanitaire
- pour le nettoyage des locaux
- pour l'alimentation de l'installation froid.

Rejets aqueux

Les eaux pluviales de toiture : Après travaux, la surface de toiture sera d'environ 6301 m² au lieu de 2760 m² actuellement. Les eaux pluviales ne sont pas polluées et sont directement dirigées vers le réseau de collecte d'eau pluviale de la commune.

Les eaux pluviales de voirie : L'agrandissement du site entraînera une réduction des surfaces passant de 6715 m² à 4688 m². Les eaux pluviales de voirie seront dirigées vers un décanteur/déhuileur unique pour l'ensemble du site qui sera placé en sortie du bassin de collecte des eaux pluviales avant rejet au réseau communal. Les performances de traitement de ce dispositif permettront d'atteindre une teneur maximale en hydrocarbures dans les eaux traitées de 5 mg/L.

Les eaux usées : Elles se composent des eaux de process, des eaux de nettoyage et des eaux sanitaires. Des aménagements seront réalisés afin de séparer les eaux vannes (sanitaires) des eaux de process. Ces eaux usées sont collectées et dirigées vers les réseaux d'assainissement communal afin d'être traitées dans la station d'épuration de la commune de Bavilliers.

Les analyses d'eaux rejetées effectuées par la Communauté d'Agglomération Belfortaine ont mis en évidence des concentrations élevées en DBO5, DCO, MES et MEH, teneurs que la station d'épuration peut traiter. La société est titulaire d'une autorisation (délivrée par la Communauté d'Agglomération Belfortaine) provisoire de déverser ses eaux usées, valable jusqu'à la fin des travaux d'extension. Après ces derniers, une convention de rejet devra être établie.

Un bac à graisse sera installé afin de diminuer les teneurs en graisse que la station d'épuration ne peut pas traiter.

Le volume total de ces rejets représentera au maximum 4700 m³/an.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie : Elles seront dirigées vers un bassin de récupération et ensuite les eaux seront évacuées et traitées par une entreprise spécialisée.

Les activités de la société UPB Sobagel ne généreront pas de rejet direct dans le milieu naturel. Les eaux pluviales et les eaux usées sont collectées et envoyées vers les réseaux communaux. Les eaux usées étant compatibles avec un traitement biologique tel que celui effectué par la station d'épuration, l'effluent n'est donc pas susceptible de remettre en cause le fonctionnement de la station et de ce fait la qualité de l'effluent rejeté par celle-ci.

Par ailleurs, il n'est pas estimé que le projet puisse influencer de façon notable l'état des masses d'eau.

Concernant le point de rejet des effluents dans le réseau d'assainissement, des valeurs limites de rejet basées sur l'arrêté du 2 février 1998 ont été fixées. Comme le précise l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998, des valeurs limites différentes de celles imposées en cas de rejet dans le milieu naturel peuvent être prévues en cas de raccordement à une station d'épuration collective. L'exploitant ayant démontré l'acceptabilité de ses rejets par la station d'épuration de la commune, des valeurs limites supérieures en MEH, MES, DCO, DBO5, azote global et phosphore total ont été fixées (cf. article 4.3.9.1 du projet d'arrêté).

Le projet d'arrêté prévoit une autosurveillance selon une fréquence semestrielle (cf. article 9.2.2.1).

- **Prévention de la pollution de l'air**

Le contexte environnemental est sensible du fait de la situation du projet à proximité de l'autoroute A36.

Les activités de la société UPB Sobagel entraînent le rejet de divers polluants, notamment :

- **des gaz d'échappement**

Les gaz d'échappement sont émis par les véhicules des salariés et les camions assurant les livraisons et les enlèvements, c'est-à-dire un passage quotidien d'une trentaine de véhicules. Les émissions de gaz d'échappement seront pas conséquent limitées.

- **d'hydrogène**

La charge quotidienne des accumulateurs de fenwick entraîne la formation de rejet en faible quantité d'hydrogène. L'hydrogène étant un gaz inflammable, le local de charge des accumulateurs est équipé d'une ventilation forcée en toiture (cf. article 8.3).

- **des poussières de farine**

Elles sont rejetées lors des opérations de nettoyage ou de transferts. Ces émissions se font uniquement au sein des locaux.

- du CO2

Les levures utilisées dégagent du CO2 en faible quantité.

Aucune opération de brûlage n'est opérée sur le site.

Les activités et les installations de la société UPB Sobagel ne constituent pas une source de pollution atmosphérique. L'impact sur la qualité de l'air est en conclusion très réduit.

- **Prévention des nuisances sonores**

A l'heure actuelle les niveaux d'émergence en limite de propriété NORD (point 1) sont conformes aux exigences réglementaires. D'autre part, les niveaux sonores en limite de propriété ne dépassent pas les valeurs limites imposées par l'arrêté du 23/01/1997.

Afin d'évaluer la situation sur le site à l'issue de la mise en œuvre du projet, la société a fait procéder à une modélisation informatique des niveaux sonores. Les conclusions ont mis en avant le respect des valeurs limites pour les point 1 et 2 (limite de propriété SUD) et des dépassements pour le point 3 (limite de propriété EST).

Aussi, la société s'engage à faire effectuer une mesure de niveaux sonores en point 3 dans les conditions réelles de fonctionnement dans les 6 mois qui suivront la mise en œuvre des activités envisagées afin de statuer sur la conformité des niveaux sonores en limite de propriété (cf. article 6.2.1 du projet d'arrêté).

- **Impact sur le paysage**

La société UPB Sobagel n'est pas située dans le périmètre de 500 mètres d'un monument historique. L'entreprise est implantée depuis une vingtaine d'années sur la zone. Des végétaux seront implantés sur les espaces verts. L'ancienneté du site et le respect des dispositions du règlement d'urbanisme seront de nature à limiter l'impact paysager de l'entreprise.

- **Autres impacts**

Déchets : Les déchets seront gérés vers des filières autorisées et adaptées. Les registres réglementaires seront tenus à jour.

Odeurs : Seuls les déchets organiques sont susceptibles d'entraîner la formation d'odeurs. Actuellement stockés dans une benne spécifique, ces déchets seront après travaux, stockés dans un local réfrigéré et clos.

Impact sur la faune et la flore : Les travaux d'extension des locaux seront effectués sur la parcelle existante de la société. La parcelle de la société, située en zone industrielle, ne présente aucun intérêt faunistique ou floristique.

Aussi les travaux d'extension de la société ne sont pas susceptibles de présenter une incidence sur la faune, la flore, les habitats naturels, les continuités écologiques, les équilibres biologiques ou les zones natura 2000.

Effets sur les sols et sous-sol : Afin de limiter toute interaction avec le sol, les voies d'accès extérieures et les parkings sont recouverts d'enrobé. Les eaux pluviales de ruissellement transiteront par deux débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures. Au sein des bâtiments les sols sont étanches et l'ensemble des eaux est dirigé vers les réseaux existants.

Émissions lumineuses : Les émissions lumineuses ne représenteront pas une gêne pour le voisinage et l'environnement.

Impact sur le trafic routier : L'activité de la société engendrera un flux de camions dédiés aux approvisionnements, aux expéditions des produits finis et aux enlèvements de déchets. Environ 1 à 10 camions par jour transiteront sur le site de la société UPB Sobagel.

• Prévention des risques naturels

La commune de Bavilliers est soumise au risque inondation. Les zones inondables se situent principalement en dehors des zones urbanisées, en amont de la station d'épuration et à l'Ouest de la zone d'activité industrielle.

La commune est classée dans une zone à risque sismique modéré (niveau 3).

La commune est également concernée par le risque lié au transport de marchandises dangereuses par voie routière, ferrée et par canalisation.

• Etude des dangers

L'analyse préliminaire des risques a mis en évidence trois phénomènes dangereux :

- Départ de feu dû à la présence de combustible et de source d'ignition.
- Explosion due soit à la libération d'hydrogène en présence d'une source d'ignition, soit à un nuage explosible en présence d'une source d'ignition.
- Fuite d'ammoniac due à une fuite sur le circuit d'ammoniac et l'extraction à l'extérieur du local par la ventilation.

Concernant les phénomènes de départ de feu et d'explosion, des dispositions générales pour la totalité du site seront prises :

- Vérification annuelle électrique par un organisme extérieur.
- Extincteurs répartis sur la totalité du site.
- Système de désenfumage sur la totalité du site.
- Besoins en eaux pour les secours extérieurs.
- Surveillance 24h/24 du site et clôture du site.

Concernant le phénomène de fuite d'ammoniac, celui-ci est confiné à la salle des machines et le transfert de froid se fera par échange avec un circuit de CO₂. Mise en place d'un système de ventilation mécanique du local et de deux détecteurs NH₃.

IV. - Conclusions et avis de l'inspection

Les principales problématiques qui ont été soulignées lors des enquêtes publique et administrative sont :

- **Risques :** recommandations du Service d'Incendie et de Secours et notamment la mise en œuvre de murs coupe feu REI 120, d'évents pour les silos et d'un système de ventilation pour le local d'ammoniac. La plupart des prescriptions du SDIS ont été reprises dans le projet d'arrêté.
- **Impact sur l'eau :** mesures prises par le pétitionnaire pour la mise en place d'un bassin de décantation, d'un bac à graisse, et une convention de rejet avec la CAB est en cours.
- **Prévention des nuisances sonores :** prescription d'une mesure de niveaux sonores en point 3 dans les conditions réelles de fonctionnement dans les 6 mois qui suivront la mise en œuvre des activités envisagées afin de statuer sur la conformité des niveaux sonores en limite de propriété.

Compte-tenu de ce qui précède, nous estimons qu'une suite favorable peut être réservée à la demande de régularisation présentée.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté par courrier du 8 octobre 2013. Ses observations ont été prises en compte.

Aussi, nous proposons au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à l'octroi de l'autorisation sollicitée, sous réserve du strict respect des prescriptions techniques annexées au présent rapport.

Le Rédacteur	Le Vérificateur	L'Approbateur
Belfort, le 19 décembre 2013	Belfort, le 19 décembre 2013	Belfort, le 19 décembre 2013